

LIAISON

La c t i o n

Mai 2004 N° 147

La Sécu c'est vital

Malgré la claque des élections régionales et cantonales, le gouvernement reprend l'offensive sur la Sécurité Sociale.

Il monte en épingle la fraude des petits usagers (alors que tous les rapports officiels reconnaissent son faible impact).

Il occulte la responsabilité des profiteurs du système : laboratoires pharmaceutiques (qui dépensent plus en publicité qu'en recherche), fabricants de matériel, etc.

Pour nous, la véritable question est d'assurer un niveau de soins digne d'un pays développé. Mais le financement est soumis aux deux fléaux qui frappent les ressources du système d'assurance maladie : le chômage et la baisse des cotisations patronales.

Le gouvernement a cassé la croissance en supprimant les emplois-jeunes, en diminuant l'investissement public tout en baissant les impôts pour les plus riches et les entreprises. La suppression des allocations chômage pour des centaines de milliers de familles a contribué à la baisse de leur consommation, accentuant la crise.

Aujourd'hui le projet du gouvernement remet purement et simplement en cause la solidarité sociale, en voulant imposer :

- Une sécu minimale pour tous : elle ne couvrirait qu'un panier de soins restreint (maladies graves et chroniques) qui serait rediscuté chaque année en fonction des ressources du système ;
- Une protection complémentaire privée ou mutualiste pour les autres maladies jugées moins graves : cette protection obligatoire serait financée pour les plus pauvres par l'Etat (pour combien de temps, et pour quel niveau de ressources?). Les autres la financeraient par leurs propres assurances.

Amis pauvres, il faudra faire des choix : manger ou vous payer une complémentaire. Nous entrons dans la société libérale de "choix individuel". Les assurances privées, les banques se purlèchent les babines devant le formidable marché qui s'ouvre à elles.

Quant aux mutuelles, elles se plieront à la logique de la sélection des plus riches, des moins malades, des plus rentables en un mot, ou elles devront gérer celles et ceux dont le privé ne voudra pas avec les difficultés de financement qui s'ensuivront.

Cette santé pour les riches, qui va de pair avec le démantèlement des hôpitaux publics, nous la refusons. Salariés du public et du privé, précaires, privés d'emploi, retraités, nous devons toutes et tous nous mobiliser pour mettre en échec le plan Douste-Blazy/Raffarin.

A l'INSEE, nous le ferons dans l'unité syndicale.



bulletin du syndicat national
tél : 41 17 58 91

CGT-Insee

18, bd adolphe-pinard
75014 paris

fax : 4 1 1 7 6 1 2 1

Le nouveau recensement fait ses premiers pas

Le recensement nouvelle méthode vient de connaître sa première campagne de collecte. Si elle s'est globalement bien déroulée, sa réussite est due à l'énorme effort de mobilisation de tous les agents de l'INSEE :

- *ceux affectés au recensement en premier lieu ;*
- *tous les agents qui ont vu leur travail changer -parfois brutalement, contre leur gré, et qui n'ont pas toujours retrouvé un travail valorisant. Ils ont réalisé pendant la campagne de recensement l'ensemble des autres travaux de l'Institut ;*
- *enfin toutes les équipes, depuis les agents des SAR jusqu'aux informaticiens, qui par leur investissement souterrain, ont assuré la logistique de l'opération recensement ;*

Liaison-Action souligne dans ce numéro deux aspects bien différents du travail de ce RP. Celui, valorisé et passionnant, des superviseurs. Celui, plus obscur et néanmoins indispensable, des équipes de réception flashage contrôle.

PREPARATION, COLLECTE, RETOUR EN DR ...

Le RP nouvelle formule a commencé par une phase de préparation qui comportait deux temps forts pour les superviseurs : les formations qu'ils ont reçues et les premiers contacts avec les communes. Certains ont également participé à la formation des coordonnateurs communaux. Les premiers contacts avec les communes ont vite fait apparaître que si l'accueil réservé aux superviseurs était bon, les distances à parcourir étaient importantes.

La mise à disposition des applications informatiques ont pris un tel retard que beaucoup de superviseurs n'ont pas eu matériellement le temps d'en assimiler le fonctionnement avant le début de la collecte.

Les superviseurs devaient également préparer la formation des agents

recenseurs mais le matériel disponible était moyennement adapté à des formations d'une demi-journée et les supports informatiques n'étaient pas toujours compatibles avec l'équipement des communes rurales en particulier.

Au total, la préparation qui joue un rôle crucial dans la réussite de la suite des opérations a demandé beaucoup plus de temps que prévu et un investissement intense des superviseurs.

Début janvier, la période de formation des agents recenseurs était particulièrement serrée compte tenu des dates retenues. Il convient de repenser les formations en fonction de la taille des communes et de simplifier les opérations de reconnaissance.

La campagne de communication s'étant plutôt bien déroulée il n'y a pas eu de refus massif de la population. Faire comprendre la logique d'une collecte par sondage a été une autre affaire en particulier dans les

communes de 10 000 habitants et plus. L'effort à faire est important aussi bien en direction de la population que de nombreux élus.

L'utilisation du RIL dans les communes de plus de 10 000 habitants a montré que sa fiabilité était souvent satisfaisante mais qu'il y avait encore un travail important à faire pour le mettre au niveau de qualité souhaitable. Le travail de terrain des mairies et de l'Insee est indispensable.

Les conditions de travail des superviseurs se sont révélées très différentes selon les zones qui leur avaient été confiées. Les zones rurales demandaient des déplacements qui se sont traduits par des temps de trajet importants et un nombre impressionnant de kilomètres parcourus. Dans les communes de 5 000 à 10 000 habitants ils pouvaient être amenés à réaliser des tâches qui relevaient du coordonnateur communal et dans les grosses communes le travail de contrôle des adresses représentait une lourde charge.

Si le répertoire des communautés était de qualité satisfaisante, la rémunération des enquêteurs qui ont effectué la collecte était largement sous estimée vu les difficultés rencontrées et le temps consacré. On peut noter que dans les DR où les DEM ont été associées les choses se sont mieux passées.



LES TEMPS MODERNES À L'INSEE

"Grâce au nouveau système de recensement l'Insee devait pouvoir diminuer les coûts du recensement et fournir aux agents de l'institut des postes beaucoup plus enrichissants"

Mais, aujourd'hui, qu'en est-il ?

Le coût de cette première vague semble dépassé de très loin les prévisions et pour ce qui est de l'enrichissement des tâches, le flashage fait figure d'apothéose. On se croirait revenus aux bons vieux temps modernes de Chaplin.

Avec un mois de retard, ont commencé à retentir dans les couloirs des directions régionales de répétitifs et énervants "biiiiiiiiiiips". Toutes les "p'tites mains" des divisions recensement auxquelles s'ajoutent quelques renforts non prévus passent leurs journées à balayer les documents RP d'esthétiques mais bruyants "stylos". Noyés sous des monceaux de cartons, les flasheurs(ses) répètent inlassablement le même geste, entendent le même "biiiiiiiiiiip". Le retard initial doit être rattrapé. Il faut finir dans les temps et si les congés maladies se multiplient, il faut les compenser. L'Insee doit réussir son recensement rénové.

A la fin de la journée, la tension nerveuse est à son comble. Quand vous avez durant des heures oui un même "biiiiiiiiiiip", vous ne supportez plus, enfin rentré dans votre cocon familial, le moindre petit bruit.

Si les tensions musculo-squelettiques se développent, c'est le nouveau mal du siècle. Voilà les nouveaux "métiers" de l'Insee, les tendinites existent, les maux de dos ou de tête aussi. Il est pour nous inconcevable que les agents subissent physiquement et moralement les conséquences des inopérances de nos décideurs nationaux. Qu'ils se méfient dans leur tour d'ivoire, il se pourrait bien que, malgré leur manifeste volonté de sauvegarder la crédibilité de l'Insee, du flashage les flasheurs se lassent.

Restrictions budgétaires : achat d'huile de coude et tournevis

Les restrictions budgétaires sont d'actualité dans la Fonction Publique en général et à l'INSEE en particulier. Non content de toucher le budget de fonctionnement (sans parler des salaires), un domaine est plus particulièrement visé à l'INSEE c'est celui de l'informatique. Depuis quelques temps, de manière insidieuse, plusieurs notes de la direction sont envoyées aux services informatiques avec pour objectif majeur d'annoncer des coupes sombres dans les budgets attribués.

Tour à tour, cela s'est matérialisé par :

- une étude demandée sur la rationalisation des serveurs en région (suppression de plusieurs serveurs et regroupement sur une, voire deux machines) ;
- l'absence de catalogue imprimantes faute de marché avec un revendeur pour l'année 2003, d'où une impossibilité de rénover le parc imprimantes ;
- l'attribution d'un Plan d'Equipeement Micro en baisse accompagné de consignes strictes : achat d'un nombre précis d'unités centrales sans écrans correspondants via un plan d'achat groupé au niveau du Minéfi ;
- l'envoi d'une note diminuant la portée de la maintenance, hors contrat de garantie, aux seuls matériels suivants : serveurs, imprimantes «départementales» qui correspondent aux imprimantes réseau pouvant desservir plus de 20 utilisateurs.
- l'arrêt de la maintenance de l'imprimante Rank Xerox « gros système », avec note de la DG annonçant son remplacement à une date ... inconnue!
- des « conseils » forts pour changer les micros tous les 5 ans (au lieu de 3 puis de 4 ans).

Toute cette batterie de mesures entraîne des dysfonctionnements. Ce sont d'abord les imprimantes individuelles qui pâtiront de cette politique. La baisse du

budget 2004 empêche le renouvellement complet des imprimantes tombant en désuétude.

Ensuite viennent les micros dont le renouvellement ne s'opérera plus que tous les 5 ans ... sans changement d'écran!

Qu'importe, les agents sont vieillissants, leur vue baisse ... alors à quoi sert d'améliorer leurs conditions de travail !!! Par ailleurs, l'arrêt des contrats de maintenance pénalise également l'ensemble des autres matériels informatiques.

Pourtant la direction nous avait présenté en 2002 un nouveau schéma directeur informatique. Ce schéma annonçait que les informaticiens et les GIIR (heu ... pardon les D.R.I, nouvelle appellation) évolueraient vers l'assistance aux utilisateurs dans le domaine logiciel. Tout faux. Il va en effet falloir que les personnels des divisions informatiques reviennent aux bonnes vieilles méthodes : huile de coude, tournevis, marteau, dépoussiérage et relecture des anciens guides techniques .

Pourtant la DG annonce le passage du réseau local à Ethernet avec travaux d'adaptation du câblage dans l'ensemble des établissements, la suppression de Windows NT4 comme système d'exploitation des serveurs au profit de Windows 2003, le changement du système d'exploitation des micros utilisateurs de Windows NT4 à Windows XP. Est-ce un effet de manche ou bien est-ce une réalité que seule l'obsolescence de NT4 justifie ? Malgré les coupes sombres dans les budgets, la réunion nationale des responsables informatiques est maintenue en juin 2004...

